



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
CS 20105
71321 Chalon-sur-saone

Chalon-sur-saône, le 20/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/08/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAINT GOBAIN ISOVER

19 rue Paul Sabatier
Z.I. Nord - B.P. 15
71530 Crissey

Références : AV/MV/2024/C_125
Code AIOT : 0005401415

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/08/2024 dans l'établissement SAINT GOBAIN ISOVER implanté 19 Rue Paul Sabatier 71530 Crissey. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à vérifier le contrôle des rejets atmosphériques en composés organiques volatils (COV) des installations classées par le contrôle de la canalisation et du captage des effluents, le contrôle sur site des installations de traitement des COV et la prévention des périodes d'indisponibilité de ces installations de traitement, le contrôle des valeurs limites d'émissions canalisées à travers le contrôle réglementaire et des valeurs limites d'émissions totales et/ou diffuses via si nécessaire le contrôle du plan de gestion des solvants.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAINT GOBAIN ISOVER
- 19 Rue Paul Sabatier 71530 Crissey
- Code AIOT : 0005401415
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAINT GOBAIN ISOVER exploite sur le territoire des communes de FRAGNES et de CRISSEY une unité de fabrication d'isolants en laine de verre. Le site industriel existe depuis 1966. L'exploitation de cette activité est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral complémentaire du 9 janvier 2015.

La fabrication d'isolants en laine de verre relève de l'application de la directive sur les émissions industrielles dite « IED ».

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Air COV

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Conditions de rejets	Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 3.2.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Respect des VLE en concentration	Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 3.2.3 et 3.2.4	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Respect des VLE en flux	Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 3.2.5	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
1	Respect des fréquences de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 9.2.1.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 3.1.1	Sans objet
5	Emissions	Arrêté Préfectoral du 09/01/2015,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	diffuses et envols de poussières	article 3.1.5	
7	Conduits et installations raccordées	Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 3.2.2	Sans objet
8	REX départ incendie 2023 et 2024	Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 2.5.1	Sans objet
9	Composés organiques volatils et substances à phrases de risque	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 53-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Deux non-conformités sont constatées lors de la visite :

- les concentrations relevées en COVt sur le four 1 (97,1, 90,5 et 91,5 mg/Nm³) et le four 2 (64, 65 et 72,4 mg/Nm³) sont non-conformes à la VLE indiquée dans l'AP verrier de 2003 (40 mg/Nm³), pour mémoire l'AP de 2016 ne donne pas de VLE en COVt pour les fours.
- les flux spécifiques en CO sont non-conformes aux VLE de l'AP de 2015 (Four 1, flux spécifique de 0,477 pour 0,3 // Four 2, flux spécifique de 0,327 pour 0,3).

Plusieurs demandes de compléments sont formulées.

2-4) Fiches de constats

N° 4 : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 3.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.</p> <p>Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :</p>

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Constats :

Les installations de traitement des fumées font l'objet d'après l'exploitant de nettoyage automatique et de maintenance préventive. Pour les dépoussiéreurs, un gros nettoyage est réalisé en prestation extérieure. Un système de by-pass permet de passer les effluents du dépoussiéreur du four 1 à celui du four 2 et vice-versa. Les opérations sont réalisées pendant un temps limité afin d'éviter de saturer les filtres. L'installation du nouveau dépoussiéreur en 2019 a permis d'augmenter la capacité de filtration et de supprimer les rejets ponctuels liés aux opérations de maintenance.

Le site ne présente pas d'analyseur de suivi des paramètres, il n'y a pas d'alerte en cas de dépassement des valeurs limites. Toutefois, le delta P (pression) des dépoussiéreurs est affiché en continu et visible des opérateurs. Une alerte se déclenche quand le delta P dépasse une certaine valeur qui laisse le temps aux opérateurs de planifier et opérer aux remplacements des filtres.

Les cabines de fibrage présentent un report de fonctionnement avec déclenchement d'une alarme en cas de problème.

D'après l'exploitant, les consignes d'exploitation présentent les modalités d'intervention en situation de fonctionnement en continu ou en mode détourné (four à l'arrêt) ainsi que les consignes relatives aux travaux préparatoires et maintenance. Le CRIR (centre d'expertise d'ISOVER) donne des préconisations pour les entretiens et les maintenances en se basant sur le retour d'expérience de l'ensemble du groupe ISOVER.

L'exploitant envisage des essais incendie avec la caserne de Crissey. Il est rappelé à l'exploitant qu'en cas d'essai avec brûlage à l'air libre, les produits brûlés devront être identifiés en qualité et quantité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Emissions diffuses et envols de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 3.1.5

Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets

Prescription contrôlée :

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf

<p>impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).</p>
<p>Constats :</p> <p>Les stockages de produits pulvérulents (« additifs » minéraux) sont confinés dans des silos fermés et les installations de manipulation, transvasement et transport de ces produits pulvérulents sont, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Les dépotages sont réalisés du camion au silo.</p> <p>Les poussières des électro filtres sont récupérées directement dans des big-bags.</p> <p>Concernant les COV, les seuls diffus pourraient se trouver à l'atelier de maintenance. On y trouve des poubelles spécifiques métalliques pour entreposer les déchets. Pour les opérations d'encollage des fibres des résines pouvant présenter des COV sont utilisées mais la pulvérisation de liants est réalisée en circuit fermé, avec aspiration des particules.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Conditions de rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 3.2.1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent arrêté s'appliquent indépendamment des dispositions pouvant figurer dans le Plan de Protection de l'Atmosphère de CHALON SUR SAÔNE et ses mesures d'urgence (articles L 222-4 et 223-1 du code de l'environnement).</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.</p> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.</p> <p>Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p> <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.</p> <p>Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En</p>

particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

Constats :

Le site présente 4 points de rejets à l'atmosphère au lieu des 3 listés dans l'arrêté préfectoral (cf. point de contrôle n°4). Toutefois, le nouveau point de rejet a été porté à la connaissance du préfet et de l'inspection en 2019 avec complément en 2021 suite à une visite d'inspection.

Des photographies sont présentées des 4 cheminées (puis visualisation lors de la visite du site). Elles ne montrent pas d'obstacle à la bonne diffusion des gaz.

Les conduits 3 (pour les fours) sont assez proches. Toutefois, un des conduits semble légèrement plus haut.

Constat 01-06082024 : demande de complément : l'exploitant justifiera pour ces deux conduits que leur emplacement est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant.

Une étude est en cours pour estimer la faisabilité technique et économique du remplacement des deux fours par un seul ce qui permettrait de revenir à la situation initiale d'un seul conduit pour l'installation de fusion et donc à diminuer le nombre de points de rejet actuellement existants sur le site.

Les fours doivent être remplacés en 2027 et d'ici la fin d'année 2024, l'exploitant sera en mesure d'indiquer la nature des travaux (reconstruction à l'identique des deux fours ou déconstruction des deux fours et création d'un seul four).

Constat 02-06082024 : demande de complément : l'exploitant devra indiquer fin d'année 2024 ou début d'année 2025, le choix qui sera réalisé. En cas de création d'un seul four, un dossier de porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation devra être transmis à la préfecture et à l'inspection des installations classées.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques sont aménagés de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère.

L'exploitant suit dans un fichier les éventuelles heures sans dépollution (depuis l'ajout du second dépoussiéreur avec by-pass automatique le nombre d'heures a été nettement réduit).

Plusieurs logiciels et applications sont utilisés par l'exploitant pour suivre les événements environnementaux et une GMAO.

Des déclarations dites EVE ou TF sont suivies dans une des applications (un exemple est présenté en inspection) dans laquelle l'exploitant peut suivre les cause et les actions correctives. Si ces actions sont différées dans le temps, elles sont traitées par bon dans la GMAO.

L'exploitant est en train de concevoir un tableau de bord du suivi des actions (permettant de lier tous les outils existants) afin d'avoir un meilleur suivi et une meilleure vision du taux de clôture des actions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Conduits et installations raccordées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 3.2.2				
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets				
Prescription contrôlée :				
N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	A u t r e s caractéristiques
1	Ligne 1 - L1	-	3 brûleurs gaz de 700 kW chacun (étuve)	Effluents de la réception et de l'étuve <i>Lavage des fumées par pulvérisation d'eau et cyclones</i>
2	Ligne 2 - L2	-	M a n d r i n chauffant et étuve micro-ondes	Effluents de la réception L2 et du dépoussiérage de L1 et L2 <i>Lavage des fumées par pulvérisation d'eau et cyclones</i>
3	Fours de fusion n°1 et n°2	65 t/j	Four n°1 : 8 électrodes Four n°2 : 3 électrodes	<i>Filtre à manches</i>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a porté à la connaissance du préfet et de l'inspection en 2019, avec compléments en 2021 suite à une visite d'inspection de l'installation, la mise en service d'un second dépoussiéreur sur les fours.</p> <p>Ce qui a eu pour conséquence le doublement du conduit 3 avec un nouveau point de rejet à l'atmosphère.</p> <p>La prescription est inadaptée. En fonction des modifications réalisées ou prévues sur le site (remplacement des fours par un seul ou doublement des conduits (porter à connaissance en 2019 et 2021) à acter), cette prescription sera revue dans le cadre de la prise d'un arrêté préfectoral complémentaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Respect des VLE en concentration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 3.2.3 et 3.2.4				
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques				
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/11/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites				
Prescription contrôlée :				
Article 3.2.3				
Conduit	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N°1	29	1,85	180 000	13
Conduit N°2	18	1,98	115 000	12
Conduit N°3	18	0,65	16 000	10
<p>Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>Article 3.2.4</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant si besoin les fabrications concernées.</p> <p>La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration...), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an.</p> <p>Ces dépassements de valeurs limites font l'objet de déclarations d'incident à l'inspection des installations classées. L'exploitant réalise une évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité.</p> <p>La dilution des effluents autre que celle nécessaire à la bonne marche de l'installation est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.</p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <ul style="list-style-type: none">• à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;• à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous.				
Concentrations	Conduit n°1	Conduit n°2	Conduit n°3	

instantanées en mg/Nm ³			
Concentration en O ₂ de référence	-	-	-
Poussières	50	50	10
SOx	-	-	150
NO _x en équivalent NO ₂	-	-	500
CO	-	-	100
HCl	30	30	5
Fluor (HF)	2	2	1
COV	30	30	-
COV R45 ,46 ,49 ,60 ,61	-	-	-
Formaldéhyde + phénol	-	-	-
Formaldéhyde	2	2	-
Phénol	8	8	-
Amines (exprimées en N)	3	3	-
Ammoniac (NH ₃)	50	50	-
Sulfure d'hydrogène (H ₂ S)	-	-	5
Cadmium (Cd)	0,05 au total si flux Cd+Hg+Tl>1g/h	0,05 au total si flux Cd+Hg+Tl>1g/h	0,05 au total si flux Cd+Hg+Tl>1g/h

Mercure (Hg)	0,05 au total si flux Cd+Hg+Tl>1g/h	0,05 au total si flux Cd+Hg+Tl>1g/h	0,05 au total si flux Cd+Hg+Tl>1g/h
Thalium (Tl)	0,05 au total si flux Cd+Hg+Tl>1g/h	0,05 au total si flux Cd+Hg+Tl>1g/h	0,05 au total si flux Cd+Hg+Tl>1g/h
Cd+Hg+Tl	0,1 au total si flux Cd+Hg+Tl>1g/h	0,1 au total si flux Cd+Hg+Tl>1g/h	0,1 au total si flux Cd+Hg+Tl>1g/h
As+Co+Ni+Se	1 au total si flux As+Co+Ni+Se>5g/h	1 au total si flux As+Co+Ni+Se>5g/h	1 au total si flux As+Co+Ni+Se>5g/h
Pb	1 au total si flux Pb>5g/h	1 au total si flux Pb>5g/h	1 au total si flux Pb>5g/h
S b + C r total+Cu+Sn+Mn+V	5 au total si flux S b + C r total+Cu+Sn+Mn+V>25 g/h	5 au total si flux S b + C r total+Cu+Sn+Mn+V>25 g/h	5 au total si flux S b + C r total+Cu+Sn+Mn+V>25 g/h

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par heure pour les effluents gazeux), les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures font apparaître simultanément que :

- aucune concentration moyenne journalière après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance (*) indiqué en note (2) ne dépasse la valeur limite fixée par l'arrêté d'autorisation ;
- 90 % de la série des résultats de mesure après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance (*) indiqué en note (2) ne dépassent pas la valeur limite d'émission et aucun résultat pris individuellement ne dépasse le double de la valeur limite. Ces 90 % sont comptés sur une base de vingt-quatre heures pour les effluents gazeux.

(2) Concernant les émissions atmosphériques, les intervalles de confiance à 95 % ne dépassent pas les pourcentages des valeurs limites d'émission : SO₂ : 20 % ; NO_x : 20 % ; poussières : 30 % ; chlorure d'hydrogène : 40 % ; fluorure d'hydrogène : 40 %.

(*) Cette soustraction ne s'applique qu'aux polluants atmosphériques suivants : SO₂, NO_x, poussières, HCl et HF.

Dans le cas d'une autosurveillance réalisée à l'aide de mesures ou prélèvements discontinus ou

d'autres procédures d'évaluation ponctuelle des émissions ou de prélèvements instantanés, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si aucun des résultats, déterminés conformément aux dispositions de l'arrêté d'autorisation, ne dépasse le double de la valeur limite.

L'article 53-I de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 (AP verrier de 2003) indique

I. Composés organiques volatils totaux :

Sans préjudice du II du présent article, la valeur limite de rejet de composés organiques volatils, exprimée en carbone total, est fixée à 20 mg/Nm³ dans le cas général et à 40 mg/Nm³ dans le cas de la fabrication de fibres et de laines minérales (laine de verre et laine de roche). La teneur en oxygène de référence est définie en fonction des caractéristiques de la source.

Constats :

Avant la mise en place d'un second dépoussiéreur, la durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration...), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pouvaient être dépassées était de 24h.

Depuis, le by-pass automatique permet de limiter les durées d'indisponibilité à quelques dizaines de minutes par an.

L'exploitant a transmis le rapport des mesurages du second semestre réalisé par l'APAVE comme demandé au constat 10-07112023.

Les conclusions de ces mesures sont :

- respect des VLE pour les lignes L1 et L2 :

- **constat 03-06082024 : non-conformité** : les concentrations relevées en COVt sur le four 1 (97,1, 90,5 et 91,5 mg/Nm³) et le four 2 (64, 65 et 72,4 mg/Nm³) sont non-conformes à la VLE indiquée dans l'AP verrier de 2003 (40 mg/Nm³), pour mémoire l'AP de 2015 ne donne pas de VLE en COVt pour les fours.

Les concentrations en CO sont non-conformes aux VLE de l'AP de 2015 pour les 2 rejets fours (Four 1, concentration de 172, 151 et 153 pour 100 mg/Nm³, Four 2, concentration de 105, 106 et 114 pour 100 mg/Nm³). L'exploitant indique que depuis 2018, sur 11 valeurs, 8 valeurs dépassent la VLE de l'AP verrier de 2003 et 3 sont conformes sur le four 1. A contrario, il n'est relevé que 2 dépassements sur le four 2 alors que les compositions sont les mêmes.

Pour rappel, l'APAVE présente la conformité aux VLE avec les moyennes de 3 essais réalisés. Or la conformité est à analyser par essai et non sur la moyenne (si un essai est non-conforme, le respect de la VLE est non-conforme).

L'exploitant a indiqué changer de prestataire en 2024 pour SOCOR'AIR. Cette société doit inclure d'après l'exploitant conseil et expertise dans sa prestation. En raison de ce changement de prestataire, la mesure du 1^{er} semestre 2024 a été réalisée mi-juillet.

Constat 04-06082024 : demande de complément : l'exploitant transmettra le rapport de la campagne de juillet 2024 dès réception.

Un point est fait vis-à-vis des actions engagées annoncées en 2023 :

- mise en place d'une liste afin de pouvoir établir de potentielles corrélations entre certaines données process et les paramètres mesurés et de pouvoir jouer sur ces paramètres, notamment

en cas de dérive : pour le moment, le suivi n'a pas été concluant (difficile avec uniquement 2 mesures par an)

- projet d'installation d'un analyseur en continu en 2024, afin de savoir si ces dépassements sont ponctuels et/ou s'ils se produisent lors d'une phase précise du process : la consultation est en cours, l'analyseur devrait être installé sur le four 1 fin d'année 2024 (choix d'un analyseur avec QAL1, 2 et 3).

L'analyseur en continu devra permettre d'acquérir de la donnée (le dépassement en COVt est-il ponctuel, continu, intermittent...?) et des tests permettront par exemple de voir l'influence du deltaP, de la source de calcin, etc.

Constat 05-06082024 : demande de complément : l'exploitant transmettra le bon de commande de l'analyseur et indiquera la date de mise en place.

Il est indiqué qu'à l'issue des tests réalisés si la source des dépassements n'a pas été trouvée ou qu'elle est inhérente à l'utilisation du calcin (dont l'utilisation est en proportion plus importante à Chalon que dans les autres usines du groupe ISOVER) un traitement devra être mis en place pour un retour à des valeurs inférieures à 40 mg/Nm³.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Respect des VLE en flux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 3.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Flux	Conduit n°1 (kg/j)	Conduit n°2 (kg/j)	Conduit n°3 (kg/tonne de verre fondu)
Poussières	140	70	0,03
SO _x	-	-	0,3
NO _x en équivalent NO ₂	-	-	1
CO	-	-	0,3

HCl	10	10	0,005
Fluor (HF)	6	3	0,002
Ammoniac (NH ₃)	110	55	-
COV	60	80	-
Formaldéhyde + phénol	25	25	-
Amines (exprimées en N)	5	10	-
Sulfure d'hydrogène (H ₂ S)	-	-	0,015
Cadmium (Cd)	1,5x10 ⁻⁴ kg/t	1,5x10 ⁻⁴ kg/t	1,5x10 ⁻⁴ kg/t
Mercure (Hg)	1,5x10 ⁻⁴ kg/t	1,5x10 ⁻⁴ kg/t	1,5x10 ⁻⁴ kg/t
Thalium (Tl)	1,5x10 ⁻⁴ kg/t	1,5x10 ⁻⁴ kg/t	1,5x10 ⁻⁴ kg/t
Cd+Hg+Tl	3x10 ⁻⁴ kg/t	3x10 ⁻⁴ kg/t	3x10 ⁻⁴ kg/t
As+Co+Ni+Se	3x10 ⁻³ kg/t	3x10 ⁻³ kg/t	3x10 ⁻³ kg/t
Pb	3x10 ⁻³ kg/t	3x10 ⁻³ kg/t	3x10 ⁻³ kg/t
S b + C r total+Cu+Sn+Mn+V	0,015 kg/t	0,015 kg/t	0,015 kg/t

En outre, le flux annuel des émissions diffuses de COV ne dépasse pas 20 % de la quantité de solvants utilisés pour l'activité d'encollage.

Le flux spécifique pour les fours est calculé à partir d'une production journalière. Lorsque la tirée du four est, pour des raisons techniques ou commerciales, inférieure à 80 % de la capacité nominale ou nulle, la valeur limite en flux spécifique peut ne pas être respectée durant ces périodes de temps.

Les valeurs limites d'émission à l'atmosphère des fours concernant les flux spécifiques (en kg/tonne de verre) sont calculées à partir des facteurs de conversion fixés pour différents types

de verre du présent arrêté selon la formule ci-après. Dans le cas présent :
Flux spécifique (en kg/tonne de verre) = Concentration (en mg/Nm³) x 3*10⁻³

Constats :

Les flux massiques pour les lignes 1 et 2 sont conformes au second semestre 2023.

A noter que la non-conformité en flux de NH₃ au premier semestre 2023 n'est pas retrouvée au second semestre 2023.

Constat 06-06082024 : non-conformité : les flux spécifiques en CO sont non-conformes aux VLE de l'AP de 2015 (Four 1, flux spécifique de 0,477 pour 0,3 // Four 2, flux spécifique de 0,327 pour 0,3).

A noter que l'AP de 2015 ne présente pas de flux spécifiques pour les COVt sur les fours. L'exploitant indique qu'il réalise de son côté les calculs des flux spécifiques et que depuis 2018, le four 1 présente 6 dépassements du flux spécifique.

La non-conformité en flux de HF au premier semestre 2023 n'est pas retrouvée au second semestre 2023.

Constat 07-06082024 : demande de complément : l'exploitant justifiera que le flux annuel des émissions diffuses de COV ne dépasse pas 20 % de la quantité de solvants utilisés pour l'activité d'encollage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 1 : Respect des fréquences de l'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 9.2.1.1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets

Prescription contrôlée :

Article 9.2.1.1

Article 9.2.1.1. Auto surveillance des rejets atmosphériques

Paramètres	Conduits n°1 et 2	Conduit n°3
Débit	Semestrielle	Semestrielle
Poussières	En permanence (1) Semestrielle	En permanence (1) Semestrielle
Oxydes de soufre	-	Semestrielle
Oxydes d'azote	-	Semestrielle

Monoxyde de carbone	-	Semestrielle
Fluor et ses composés	Semestrielle	Semestrielle
Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore	Semestrielle	Semestrielle
Sulfure d'hydrogène	-	Semestrielle
Amines	Semestrielle	-
Ammoniac	Semestrielle	-
Phénol	Semestrielle	-
Formaldéhyde	Semestrielle	-
Composés organiques volatils non méthaniques	Semestrielle	-
Bore (forme solide et forme gazeuse)	Annuelle	Annuelle
Métaux (As, Co, Ni, Cd, Se, Cr VI, Sb, Pb, CrIII, Cu, Mn, V, Sn)	Tous les 3 ans	Tous les 3 ans

(1) L'exploitant réalise une évaluation en permanence de la teneur en poussière du rejet à l'aide, par exemple d'un opacimètre.

Les mesures doivent être faites pour des productions différentes :

- l'une correspondant à la fabrication d'un taux de liant égal au taux de liant moyen des fabrications de l'année écoulée,
- l'autre correspond à la fabrication d'un produit au taux de liant maximum.

Constats :

Les fréquences de contrôle semestriels et annuels sont respectées.

Constat 07-06082024 : demande de complément : l'exploitant indiquera la date du dernier contrôle des métaux sur les conduits 1, 2 et 3 (four 1 et 2).

A noter que l'exploitant fait réaliser des contrôles semestriels des rejets en COV

Constat 08-06082024 : demande de complément : l'exploitant indiquera comment est réalisée l'évaluation en permanence de la teneur en poussière du rejet pour les 4 conduits.

L'exploitant fait réaliser des mesures pour des productions différentes :

Ligne 1

- fabrication d'un taux de liant égal au taux de liant moyen des fabrications de l'année écoulée,
- fabrication d'un produit au taux de liant maximum

Ligne 2

- Aiguilène
- Feutre moulage

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : REX départ incendie 2023 et 2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 2.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Incidents ou accidents

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Constats :

Deux incidents sont survenus entre 2023 et 2024 :

- 09/08/2023 : incendie palettes lors d'un chargement poids-lourd pour expédition
- 25/03/2024 : incendie stockage extérieur produits finis

Il s'agit de deux départs d'incendie à la suite de points chauds.

L'exploitant a communiqué sur les deux incidents dans les jours suivants à l'inspection par mail ou téléphone.

A l'issue du deuxième incident, l'inspection a demandé à l'exploitant un rapport qui a été transmis le 30 avril 2024. Il présente la description de l'événement, les moyens de prévention et de protection, les causes et facteurs aggravants, les conséquences de l'événement et le plan d'action.

La société de gardiennage de l'entreprise EUROVIA constate un incendie sur le parc de stockage

extérieur d'ISOVER et fait appel aux sapeurs-pompiers.

Après discussion avec les pompiers, décision est prise de ne pas utiliser de lance à incendie et de simplement isoler l'incendie des autres produits finis compte tenu de l'absence de risque de propagation.

La laine de verre est incombustible mais les emballages sont combustibles, ce sont ces derniers qui se consomment.

Le site dispose entre autres des moyens suivants :

- un système de détection points chauds sur la ligne de production ;
- une zone quarantaine (zone 96h) pour produits avec points chauds ;
- la présence de personnel en 2x8 au niveau de l'expédition et en continu pour la partie production (24h24 et 7j/7) ;
- des moyens d'intervention : RIA, extincteurs, chariots élévateurs pour isoler les produits ;
- des vannes de barrage eaux pluviales pour isoler le site.

Les causes sont :

- création possible (mais rare) de points chauds lors du fibrage (inhérent à l'activité) ;
- non-détection du point chaud.

Les facteurs aggravants ont été :

- départ de feu la nuit ;
- zone de stockage extérieure isolée de la production ;
- absence de détection de l'incendie ;
- stockage produits finis avec présence d'un point chaud ;
- laine de verre incombustible mais présence d'emballages combustibles (palettes, films PE) ;
- interphone non fonctionnel et intervention ralentie des secours.

Les conséquences sont financières (pas de blessé, pas d'atteinte à l'environnement, pas de perte de l'outil de travail).

Des actions immédiates ont été mises en place par l'exploitant :

- ronde par chefs de poste les nuits et les week-ends ;
- benchmark avec les autres sites sur les méthodes de protection des stocks ;
- suppression de l'acquittement automatique de l'alarme détection : l'alarme de détection des points chauds s'arrêtait automatiquement au bout de deux minutes. Les opérateurs en pause ou occupés ailleurs pouvait passer à côté de l'alerte. Désormais, c'est l'opérateur qui doit couper l'alarme. Un report de l'alerte était fait sur logiciel mais non vu par les opérateurs ;
- vérification du fonctionnement de la détection points chauds : la vérification n'a montré aucun dysfonctionnement ou écart ;
- affichage du numéro de téléphone du chef de poste au portail ;
- augmentation de la consigne de pression de la couronne de soufflage en attendant le changement du mélangeur air/gaz.

Un plan d'action a été mis en place, la visite d'inspection a permis de faire le point sur son avancement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Composés organiques volatils et substances à phrases de risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 53-II

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

II. Substances à phrases de risque R. 45, R. 46, R. 49, R. 60, R. 61 et halogénées étiquetées R. 40, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses :

Les substances ou préparations auxquelles sont attribuées, ou sur lesquelles doivent être apposées les phrases de risque R. 45, R. 46, R. 49, R. 60 ou R. 61, en raison de leur teneur en composés organiques volatils classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacées autant que possible par des substances ou des préparations moins nocives. Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission de 2 mg/m³ en composés organiques volatils est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. La valeur limite ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.

Pour les émissions des composés organiques volatils halogénés étiquetés R. 40, une valeur limite d'émission de 20 mg/m³ est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés

Constats :

L'exploitant a présenté les FDS des principaux produits utilisés pour l'encollage (résine et GB) et ses matières premières ne présentent pas de COV à mention de danger.

Type de suites proposées : Sans suite